

BURKINA FASO

Unité- Progrès -Justice

**Décret n° 2000-520/PRES/PM/MEF
portant dérogation à certaines dispositions
du statut général des Établissements Publics
de l'État à caractère administratifs au profit de
l'Autorité de Régulation des
Télécommunications (ARTEL).**

**LE PRÉSIDENT DU FASO,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution;
VU le Décret n° 99-003/PRES du 11 janvier 1999, portant nomination du Premier Ministre
;
VU le Décret n° 99-358/PRES/PM du 12 octobre 1999, portant remaniement du
Gouvernement du Burkina Faso ;
VU le Décret n° 2000-154/PRES/PM/MEF du 27 avril 2000, portant organisation du
Ministère de l'Economie et des Finances;
VU la Loi n° 039/98/AN du 30 juillet 1998, portant réglementation des établissements
publics de l'Etat à caractère administratif ;
VU le Décret n°99-051/PRES/PM/MEF du 5 mars 1999, portant statut général des
établissements publics de l'État à caractère administratifs ;

SUR Rapport du Ministre de l' Économie et des Finances;
LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 2 novembre 2000 ;

DECRETE

ARTICLE 1: Il est accordé à l'Autorité Nationale de Régulation des Télécommunications (ARTEL) une dérogation aux dispositions du règlement général sur la Comptabilité Publique relatives à la tenue de la Comptabilité.

ARTICLE 2: Les comptes financiers annuels de l'ARTEL seront en conséquence soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.

ARTICLE 3: L'ARTEL présentera annuellement à l'assemblée Générale des Sociétés d'Etat (volet EPA), le rapport d'activités et les comptes financiers.

ARTICLE 4: Le Ministre de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 03

novembre 2000

